

Retour sur le positionnement de la FSU sur la loi séparatisme, positionnement qui est pour le moins insatisfaisant.

Alors que nous affrontons une grave crise économique, nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui en paient la facture, mais Macron, lui, désigne le danger du « *séparatisme islamiste* » et annonce une loi. Le discours d'intention est clair : la patrie est en danger, le séparatisme menace la République, la nation est confrontée à un véritable ensauvagement. En pleine crise sanitaire, tel est donc le nouveau credo de l'exécutif, jouant la partition ressassée de la peur et de la nécessaire unité nationale face à un ennemi intérieur. D'où la loi sur la sécurité globale et la loi sur le séparatisme pour viser directement la population musulmane, les quartiers populaires. D'ailleurs pour être encore plus explicite, Darmanin explique tranquillement que les catholiques n'ont rien à craindre de cette loi, du rappel des principes républicains... Sous-entendu clair : les musulmans – et leurs amis, complices islamo-gauchistes (et là, il y a de plus en plus de monde), ont eux tout à craindre. Macron a annoncé la couleur dès le 18 février dernier, annonçant, qu'il fallait « *Protéger les libertés en luttant contre le séparatisme islamiste* », un objectif dont il a même alors fait le titre de son intervention. L'ennemi est donc désigné. Blanquer, lui, affirmait en février que la loi islamique aurait pris le pas sur celle de la République dans les quartiers de certaines villes comme Roubaix ou Maubeuge, suscitant l'indignation des maires concernés. Darmanin relance la polémique cet été. Etc... etc... sans parler des C-news et autres. Et la loi arrive, emballée avec un peu de paquet cadeau mais s'inscrivant clairement dans ces propos

Alors, d'où vient cette surenchère gouvernementale sur un séparatisme qui menacerait la République, surenchère qui développe l'idée de dissidence territoriale et identitaire, de liens avec des puissances étrangères et de danger grave et imminent ?

Ni plus ni moins les thèmes chers à Marine Le Pen , à l'extrême droite, à Génération identitaire. Marine Le Pen dit clairement vouloir « *faire triompher* » la nation face aux « *forces de division* », évoquant « *des tentations de sécession, territoriale, morale ou identitaire* ». Elle dénonce un « *débat volontairement et artificiellement racialisé par des semeurs de discorde et jeteurs de haine, au risque d'une guerre civile froide, comme aux États-Unis* » : ces États-Unis où se développent les mobilisations antiracistes à l'initiative du mouvement « *Black Lives Matter* » après le meurtre raciste de George Floyd par un policier. Et elle en appelle à « *l'unité autour d'une histoire que conte l'unifiant roman national* ». Un conte et un roman : les mots sont révélateurs... Elle instrumentalise aussi une fois de plus la laïcité, et voilà que Macron, Darmanin... enfourchent ce même credo (attaque sur l'observatoire de la laïcité accusé de laxisme pro-islamiste). Le président de la République s'est fait élire en se présentant comme un barrage à un seul adversaire désigné : le Rassemblement national. C'est pourtant en récupérant les thèses sécuritaires et en assumant la surenchère raciste , islamophobe qu'il prépare les prochaines élections.

La recette n'est pas neuve, chère à la droite qui n'a jamais hésité à recourir aux fantasmes identitaires pour alimenter les peurs et espérer en tirer profit électoral. Responsable d'une politique qui nourrit la crise, sociale, écologique, démocratique et faisant face aux colères, Macron reprend donc la recette à son compte. De quoi éviter, espère-t-il, de poser les vraies questions de la déliquescence de la République dans certains quartiers en souffrance avec la disparition des services publics qui s'ajoute au chômage, au mal-logement, aux discriminations quotidiennes, notamment racistes, à la montée de la pauvreté et des inégalités.

La loi séparatisme n'a qu'une véritable fonction : enfourcher les thèses racistes, identitaire de l'extrême droite, désigner l'ennemi intérieur... il s'agit bien de cela et notre opposition à la démarche, à la loi et à tous les propos qui l'accompagnent doit être sans faille.